

Demain, l'Union syndicale genevoise?

Autor(en): **Thorel, Gilles / Steinauer, Jean**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **86 (1994)**

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-386473>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Demain, l'Union syndicale genevoise?

Gilles Thorel, Jean Steinauer*

Comment et pourquoi se développe, à Genève, une coopération multiforme et croissante entre les syndicats de l'USS et les autres organisations de salariés.

Il y a beau temps, sur la place de Genève, que les syndicats membres de l'USS et les autres organisations de salariés ont appris à coexister, voire à collaborer au sein d'institutions communes. Le mouvement aujourd'hui s'étend, s'approfondit, s'accélère. C'est l'effet d'un renouvellement de la réflexion syndicale et d'une relève des personnes, dans une conjoncture difficile (le canton de Genève affiche environ 7,5% de chômage, record suisse) et dans un contexte politique original (la gauche s'est fait éjecter du gouvernement). Une sorte d'intégration syndicale genevoise se dessine donc. Elle pourrait exiger des réformes structurelles problématiques aux yeux des centrales nationales. Elle révèle déjà, comme par contraste, une faille croissante entre le syndicalisme de la fonction publique et celui du secteur privé. Mais elle paraît irréversible, car fondée sur la pratique et ancrée dans le terrain.

Et le public, jour après jour, en est témoin. Deux exemples récents, la campagne contre les patrons de café récalcitrants et le boycott de trois grands magasins.

* «Signature», Atelier rédactionnel créé par la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS)

Quelque chose de plus musclé

L'hôtellerie-restauration fut le théâtre, le printemps dernier, d'une des premières manifestations du nouveau climat. Les trois syndicats présents dans le secteur firent front commun devant le refus de l'association des cafetiers d'augmenter les salaires de cinquante francs. «Cette collaboration a été exemplaire», selon Vincent Pittard, de l'Union Helvetia, l'organisation signataire de la convention nationale (CCNT).

A cette CCNT s'ajoute en effet un accord salarial propre à Genève. Les employeurs le refusèrent sept mois durant, puis, cédant à la détermination et à la cohésion des syndicats, une partie d'entre eux – les hôteliers – s'alignèrent. Restaient les cafetiers. Quelques péripéties judiciaires n'ayant pas suffi à les faire évoluer, le SIT¹ proposa à ses deux partenaires, l'UH et la FCTA, de passer à quelque chose de plus musclé. Et l'on vit se multiplier, au début du mois d'avril, les manifestations-bouchons devant les établissements dont les patrons sortaient en courant pour promettre qu'ils appliqueraient l'accord!

Médiatisées comme il se doit, ces actions furent vraiment unitaires. Elles se déroulèrent sous une banderole commune aux trois syndicats, ce qui d'après Cyrille Perret de la FCTA «illustre et renforçait en même temps le climat de confiance qui s'était installé entre nous». Un climat certes dû au durcissement du ton patronal, mais également au renouvellement des têtes syndicales. Par exemple, Vincent Pittard, de l'UH, est un ancien per-

¹ Voir la liste des sigles dans le tableau ci-après.

manent de la FTMH: le fait a beaucoup amélioré l'image de l'Union aux yeux des autres syndicats. Mais le facteur déterminant a sans doute été le dynamisme du SIT. En peu de temps, ce syndicat a conquis une position prédominante dans le secteur. Lorsqu'il a montré qu'il était capable d'agir seul, les deux autres ont suivi sans rechigner.

■ Les piquets et les frais

A la même époque, une autre démonstration d'entente intersyndicale était donnée dans le secteur du commerce de détail non alimentaire, où la CCT arrivait à échéance. Quatre organisations étaient concernées: la FCTA, l'ACG, le SIT et la SSEC. Après plus de huit mois de palabres une convention nouvelle était signée ou reconnue par la plupart des employeurs respectant l'ancienne. Mais les grands magasins ABM, EPA-UNIP et Torre (un commerce genevois d'électroménager) refusèrent non seulement de signer mais surtout de s'engager à respecter cet accord, arguant que leurs concurrents vaudois et français n'avaient pas à observer des normes aussi contraignantes.

La FCTA et l'ACG organisèrent alors, en dernier recours, un boycott de ces commerces. Le parallèle avec l'histoire des cafés s'impose. Même collaboration exemplaire («Pendant les dix-sept jours du boycott, raconte Giancarlo Stella, de l'ACG, tout a été partagé. Le temps des piquets – et surtout les frais!»). Même progrès réciproque dans la perception des syndicats associés, même influence, dans ce cadre, des transferts personnels: le secrétaire général de l'ACG, Charles

Beer, est aussi passé par la FTMH. Et même victoire finale, ce qui est encore plus réjouissant, et laisse présager d'autres actions communes.

Sur le terrain de la lutte contre l'exclusion sociale, on trouve également des exemples de collaboration. Des projets d'occupations temporaires collectives sont développés, avec le financement de l'assurance-chômage et du canton. Ainsi le SIB et le SIT, naguère concurrents acharnés, viennent de s'unir pour développer un atelier de formation aux techniques de la rénovation de bâtiments; il sera piloté conjointement par les deux syndicats. Le chômage et la crise seraient-ils donc des facteurs de rapprochement entre les associations de défense des travailleurs? Plusieurs faits donnent à le penser. Tout se passe comme si, devant la gravité du problème et l'ampleur des pertes d'effectifs, les syndicats étaient amenés à ranger leurs vieilles rancœurs et à réfléchir ensemble aux solutions possibles.

Un atelier nommé «Signature»

«Le chômage a resserré les liens en obligeant les syndicats à engager une réflexion sérieuse.» Cette opinion de Gianfranco Stella, de l'ACG, est assez représentative de celle des permanents que nous avons rencontrés. Outre le projet «bâtiment» précité, il faut signaler sur le terrain de l'emploi un regain d'activité de la CGAS, l'organe quasiment faïtier des organisations genevoises de salariés. La CGAS a créé un atelier d'occupation temporaire nommé «Signature» dont l'activité principale consiste à fournir des articles au supplément «emploi» de la *Tribune de Genève*. D'autre part, elle a créé une Coordination intersyndicale des chômeurs («CoInchô»), associa-

tion de défense et de conseil. Enfin elle a lancé, conjointement avec le SIT, une initiative cantonale sur l'emploi: son premier fait d'armes politique! L'initiative se situe à l'articulation d'une conjoncture politique et d'une conjoncture économique particulièrement difficiles, à Genève, pour les syndicats.

Depuis octobre dernier, le gouvernement cantonal ne compte en effet plus de socialistes et l'accès à l'exécutif pour les groupes de pression liés à la gauche – syndicats d'abord! – est devenu problématique. L'initiative est un moyen de pallier cette détérioration des canaux traditionnels. Mais il y a plus. L'absence de la gauche au gouvernement et sa division au Grand Conseil, avec la surenchère de l'extrême-gauche, ont poussé – de fait – au rapprochement général des syndicats, soucieux d'éviter l'isolement. Aujourd'hui, on pourrait dire que le Conseil d'Etat ne veut plus voir qu'une tête, celle de la CGAS, seul interlocuteur syndical reconnu.

Le SIT, ne faisant pas partie de la CGAS, se trouve mal représenté dans les instances officielles, à commencer par la plus fameuse, qu'on appelle familièrement la «Tripartite». Cette commission, qui n'a pas vraiment sa pareille en Suisse, délivre les permis de travail en vérifiant notamment que le contrat d'embauche respecte les conditions de travail convenues ou admises dans le canton. C'est un lieu stratégique pour les syndicats, et la CGAS en est la clef d'accès. Le SIT ne cache pas que cela motive sa demande d'adhésion, au moins partiellement selon le secrétaire général adjoint Georges Tissot: «Le SIT a toujours été unitaire. Il avait d'ailleurs déjà fait une demande d'adhésion qui avait été refusée. Il tient donc à entrer dans la structure qui rassemble tous les syn-

dicats.» Et d'enchaîner, bonhomme: «Il faut dire aussi que, depuis qu'on s'est fait virer de la Confédération des syndicats chrétiens en 1985, on est isolé et absent des principales commissions.»

On voit ainsi que des aspects fonctionnels ou institutionnels, ressortissant plus aux structures qu'à la conjoncture, poussent également à la collaboration intersyndicale.

■ La mauvaise pièce du Lego

D'autres exemples corroborent cette affirmation. A preuve les raisons qui ont poussé la FCTA à aborder l'ACG pour créer avec elle le syndicat «Actions», après l'échec d'un premier projet qui devait réunir l'ASCTE (cadres) et les trois grandes organisations du tertiaire genevois, SSEC, ASEB et ACG.

«Pour nous, à court ou moyen terme, c'était fonder «Actions» ou disparaître. Nous étions au bord de la faillite.» Cet aveu de Cyrille Perret pose le problème de la masse critique: pour survivre, un syndicat comme la FCTA doit avoir d'autant plus de membres que sa structure est éclatée et qu'il doit s'occuper d'un grand nombre de conventions collectives. Or la mobilisation des ressources est plus difficile en temps de crise, et le nombre des syndiqués diminue avec le chômage. «Actions» met la FCTA au bénéfice de synergies (regroupement de locaux, multiplication de compétences, partage de services) génératrices d'économies. Mais une autre cause d'ordre structurel est à l'origine du petit dernier des syndicats genevois, et elle concerne l'ACG. Cette association n'existant qu'à Genève, il lui est

Regroupements syndicaux à Genève:

<i>Sigle</i>	<i>Nom</i>	<i>Membres</i>	<i>Niveau national</i>	<i>Commentaire</i>
USCG	Union des syndicats du canton de Genève	27 000	oui	Section locale de l'USS, membre de la CGAS
CGAS	Communauté genevoise d'action syndicale	40 200	non	Le SIT s'en rapproche
ACTIONS	Le syndicat des employés-ées du tertiaire	9 800	oui (via la FCTA)	Unit l'ACG et la section genevoise de la FCTA
ISCG	Interprofessionnelle des syndicats chrétiens de Genève	3 250	non	Réunit les deux syndicats chrétiens membres de la CSC

Organisations de salariés à Genève:

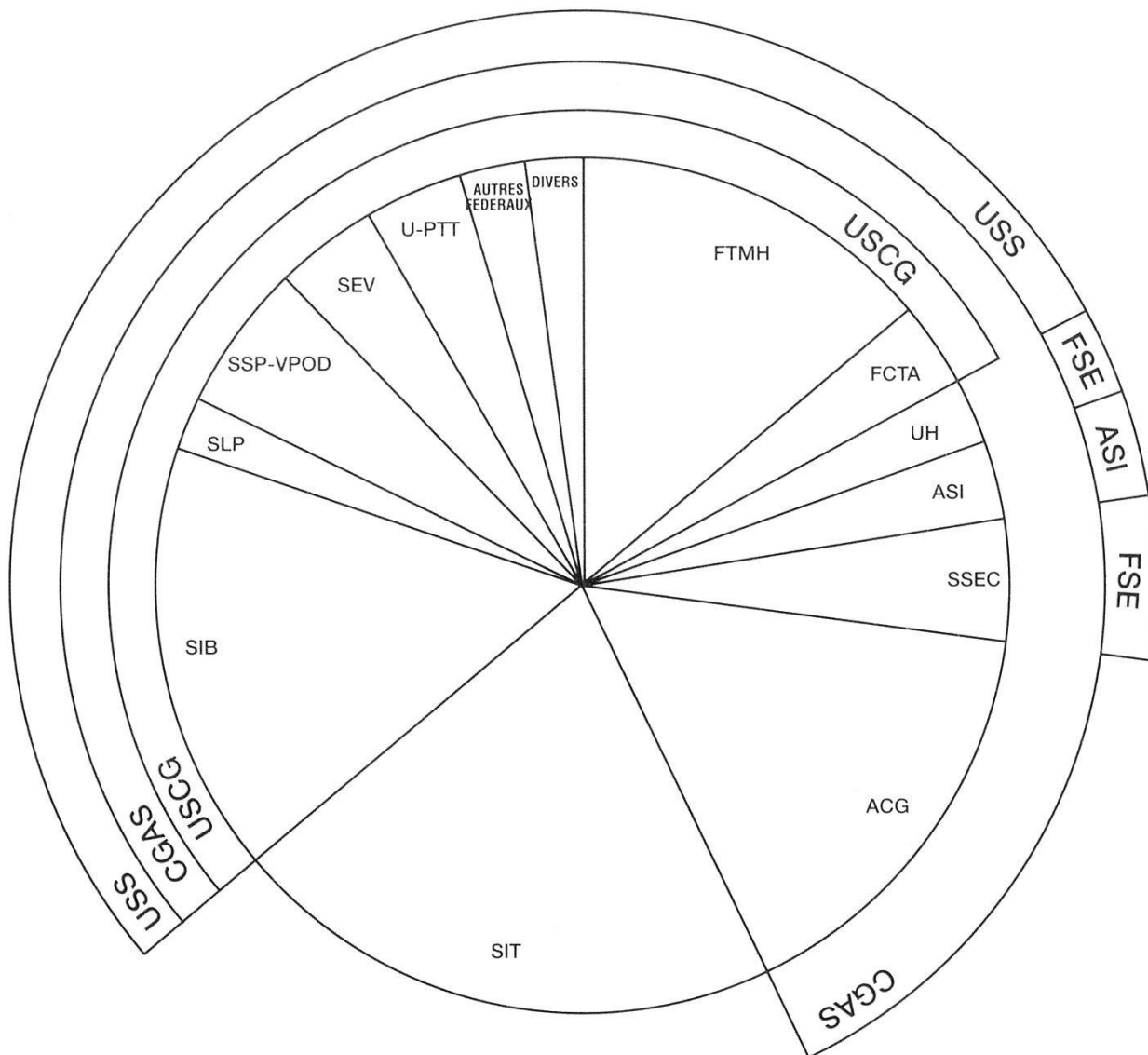
<i>Sigle</i>	<i>Nom</i>	<i>Membres*</i>	<i>Niveau national</i>	<i>USCG</i>	<i>CGAS</i>	<i>Niveau national</i>
ASCTE	Association suisse des cadres techniques d'exploitation	200	cadres techniques	non	non	oui
ASEB	Association suisse des employés de banques	1 300	tertiaire-banques	non	non	oui
ASI	Association suisse des infirmières et infirmiers	1 500	infirmiers-ères	non	oui	oui
UH	Union Helvetia	1 200	hôtellerie-restauration	non	oui	oui
SSEC	Société suisse des employés de commerce	2 400	tertiaire	non	oui	oui
ACG	Association des Commis de Genève	8 000	tertiaire	non	oui	oui
FCTA	Fédération suisse des travailleurs du commerce, des transports et de l'alimentation	1 700	transports-commerce-alimentation	oui	oui	oui
FTMH	Fédération suisse des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie alias Syndicat industrie, construction et services	6 800	métallurgie-horlogerie-industrie	oui	oui	oui
ASPC	Association suisse du personnel de la coiffure	13	coiffure	oui	oui	oui
SMV	Union suisse des artistes musiciens	350	arts musicaux	oui	oui	oui
SSM	Syndicat suisse des mass média	500	mass média,	oui	oui	oui
USL	Union suisse des lithographes	200	arts graphiques	oui	oui	oui
FPSPA	Fédération du personnel de la sécurité aérienne suisse	200	aviation	oui	oui	oui
FSPD	Fédération suisse du personnel des douanes	400	douanes	oui	oui	oui
SSFP	Société suisse des fonctionnaires postaux	450	PTT	oui	oui	oui
ASFTT	Association suisse des fonctionnaires des téléphones et télégraphes	250	PTT	oui	oui	oui
U-PTT	Union suisse des fonctionnaires des postes, téléphones et télégraphes	1 900	PTT	oui	oui	oui
SEV	Fédération suisse des cheminots	1 900	ransports publics	oui	oui	oui
SSP-VPOD	Syndicat suisse des services publics	2 800	fonction publique	oui	oui	oui
SLP	Syndicat du livre et du papier	1 100	arts graphiques	oui	oui	oui
SIB	Syndicat industrie et bâtiment	8 500	bâtiment-chimie	oui	oui	oui
SIT	Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs	10 400	tous secteurs	non	non	non
FCTC	Fédération chrétienne des travailleurs de la construction de la Suisse	3 000	construction	non	non	oui
FCOM	Fédération chrétienne des ouvriers sur métaux	250	métallurgie	non	non	oui

*Estimations 1993

Total : 55 313 (pour 262 000 emplois recensés en 1991 à Genève.)

Sources :

- *Union syndicale suisse, Suppression d'emplois et effectifs syndicaux en 1993, USS, Documentation n° 21, mai 1994*
- *Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs, Sit info, lettre N, 15 juin 1994*



Autres Fédéraux regroupe: FPSA, FSPD, SSFP, ASFTT
 Divers regroupe: ASPC, SMV, SSM, USL
 FSE est le sigle de la Fédération suisse des sociétés d'employés

pratiquement impossible de négocier, voire de signer, les conventions collectives nationales. Elle est ainsi privée tout à la fois d'un droit de regard et des contributions sociales afférentes à ces conventions. S'allier à la FCTA signifiait donc pour elle obtenir les clés du champ national.

Mais les facteurs structurels freinent parfois la collaboration intersyndicale. Le SIT en offre un exemple. Du fait qu'il a une structure interprofessionnelle depuis longtemps – c'est même sa raison d'être – et qu'il est un

poids lourd des syndicats genevois, il est difficilement intégrable dans une CGAS qui fonctionne selon la règle de l'unanimité. Il est en concurrence avec plusieurs des membres actuels et il fait peur aux petits, qui n'appréieraient pas d'être vidés de certaines commissions, les sièges étant répartis en fonction de la taille des organisations. Comme le dit Georges Tissot: «Le SIT est un peu la mauvaise pièce du Lego dans le paysage syndical genevois.» On parle donc d'élargir les commissions officielles, genre «Tripartite». Et la CGAS a passé avec le SIT un accord de collaboration sans adhésion, pour une période test de trois ans qui permettra «de faire tomber les préjugés et d'apprendre à se connaître».

sont évidents. Il y a deux ans, les grèves à répétition de la fonction publique avaient profondément heurté les membres de l'USCG qui agissent dans le secteur privé. Ce printemps, l'USCG connut de vifs accrochages lorsqu'une partie de ses membres lancèrent une initiative populaire pour l'emploi, en relation avec le naufrage du quotidien *La Suisse*. Dans pareille ambiance, tels propos anciennement tenus nourrissent les rognés actuelles et fonderont peut-être les rancœurs du futur. La traduction institutionnelle de ces tensions est que l'USCG, où le SSP est très présent, perd de sa crédibilité, tandis que la re-composition du paysage s'opère au sein de la CGAS, où les fonctionnaires sont proportionnellement moins importants.

Ces ultimes considérations ressortissent à une analyse plus générale, postulant qu'à l'avenir un clivage social important opposera ceux qui vivent de revenus étatiques à ceux qui les leur fournissent. En tout état de cause, il faut constater qu'à Genève aujourd'hui, la section cantonale de l'USS est la zone fragile du paysage syndical.

Grisons: la Communauté de travail alpine des syndicats

*Thomas Hensel**

Dans les montagnes, l'esprit communautaire est bien vivant, preuve en soit l'histoire et la situation présente des syndicats grisons.

Le 5 mars 1982, des représentant(e)s de syndicats de cinq régions alpines ont fondé à Bolzano la Communauté de travail des syndicats des pays alpins (CARGE-ALP), chargée de formuler les revendications des travailleuses et travailleurs dans toutes les questions transfrontalières et de les représenter face aux forces politiques, sociales et économiques.

Ce groupement d'un genre nouveau de syndicats à l'échelle européenne – à côté de la Confédération européenne des syndicats (CES) et des conseils syndicaux interrégionaux qu'elle encourage – répond à la coopération politique qui s'est établie entre les gouvernements des pays alpins sous la forme, également, d'une communauté de travail alpine (des gouvernements). La politique de cette communauté, qui soutient fortement les intérêts de l'économie et du commerce, ainsi que l'influence grandissante, par-dessus les frontières, de l'Union européenne (UE) ont incité les syndicats à développer de nouvelles formes de coopération à l'intérieur de l'espace alpin.

La Communauté de travail alpine des syndicats élabore des propositions de développement de l'espace alpin, y compris une politique structurelle

* Secrétaire de l'Union syndicale des Grisons